



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation de la
carrière exploitée par la société OMYA SAS sur les communes de SAINT-BÉAT et MARIGNAC**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 modifié les 27 septembre 2018 et 17 avril 2019 autorisant la société OMYA SAS à exploiter une carrière à ciel ouvert de marbre bleu, et souterraine de marbre blanc sur le territoire des communes de SAINT-BÉAT et MARIGNAC pour une durée de 30 ans ;

Vu l'incident de tir survenu le 10 décembre 2024 sur la carrière à ciel ouvert de marbre bleu et ayant entraîné la projection d'un bloc en dehors du périmètre autorisé de la carrière ;

Vu le rapport de tierce expertise de la société FORMA-Explo du 13 février 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 mars 2025 ;

Considérant qu'au regard des conclusions de la tierce expertise susvisée, laquelle mentionne des manquements dans les conditions de planification et de mise en œuvre des explosifs au niveau de la carrière à ciel ouvert de marbre bleu, il y a lieu de renforcer les prescriptions encadrant cette activité ;

Considérant qu'en application du dernier alinéa de l'article R. 181-45 susvisé, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, en formation spécialisée dite des carrières ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courriel du 7 avril 2025 ;

Considérant la réponse de l'exploitation, par courriel du 16 avril 2025, dans laquelle il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 modifié susvisé autorisant la société OMYA SAS, dont le siège social est situé 6, rue Pierre Semard – 51240 OMEY, à exploiter la carrière à ciel ouvert de marbre bleu sur le territoire des communes de SAINT BÉAT et MARIGNAC, est complété selon les dispositions des articles suivants.

Art. 2 : Plan de tir

Les produits explosifs sont mis en œuvre suivant un plan de tir définissant pour chaque catégorie de chantier :

- la position, l'orientation, la longueur et le diamètre des trous de mines ;
- les conditions d'amorçage et la composition des charges d'explosif ;
- les caractéristiques du bourrage.

Le plan de tir est élaboré et validé par une personne qualifiée désignée par l'exploitant, ayant reçu une formation spécifique. La personne rédigeant le plan de tir ne peut être le boutefeu en charge de la réalisation du tir.

Le plan de tir théorique, défini ci-dessus, est annoté des éléments issus du rapport de foration. Le rapport de foration permet de détecter tous les incidents géologiques du massif à abattre (faille, cavité, etc.) et de définir les moyens à mettre en œuvre pour adapter le plan de tir.

Les cas et conditions dans lesquels le plan de tir initial peut être modifié sont définis par l'exploitant.

L'exploitant doit être en mesure, en toutes circonstances, de tenir à disposition de l'inspection des installations classées les plans de tirs des chantiers en activité ainsi que les comptes rendus d'incident de tir de toute nature. Ils précisent les opérations réalisées pour remédier à ces incidents et les résultats obtenus.

L'exploitant met en œuvre une mesure des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Art. 3 : Vibration

Les dispositions du point 9 de l'article 27.6 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 susvisé sont modifiées comme suit :

"A chaque tir de mine réalisé au niveau des fronts de la carrière à ciel ouvert, des mesures de vibration et du niveau de pression acoustique de crête sont réalisées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié.

Les résultats des mesures assortis des commentaires éventuels sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées."

Art. 4 : Consignes de manipulation et d'utilisation de produits explosifs

Les opérations concernant la manipulation des explosifs font l'objet de procédures, de consignes et d'instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces procédures, consignes et instructions doivent en particulier définir :

- les modalités de gestion des explosifs (commande, consommation, suivi, etc.) ;

- les contrôles devant être effectués lors de la réception et le déchargement des explosifs. Cette consigne porte, notamment, sur la vérification systématique de l'état de l'emballage et de la division de risque du produit réceptionné et sur la conduite à tenir en cas d'écart constaté ;
- les modalités de mise en œuvre des explosifs. Cette consigne porte, notamment, sur les opérations de minage comprenant le plan de tir, le plan foration, la prise en compte de la géologie et et le chargement effectif des explosifs ;
- l'obligation des permis nécessaires pour la qualité de boutefeu ;
- les modalités de gestion des déchets, notamment les produits explosifs non consommés et les emballages ;
- l'interdiction de procéder à des opérations non prévues par les procédures, les instructions ou les consignes en vigueur.

L'exploitant met en place une organisation permettant de contrôler la mise en oeuvre des procédures, des instructions et des consignes.

Art. 5 : Formation des personnels aux activités de manipulation et d'utilisation de produits explosifs

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, en particulier lié à l'utilisation des explosifs, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an.

L'exploitant établit un plan de formation pour son personnel listant les formations obligatoires, les fréquences de recyclage et traçant les dates des formations.

L'exploitant conserve les justificatifs des formations suivies par son personnel.

Art. 6 : Accompagnement

Pendant une durée de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se fait accompagner par un expert validé par l'inspection des installations classées, pour l'élaboration et la vérification des plans de tirs adaptés, dans le cadre de l'exploitation de la carrière à ciel ouvert.

Art. 7 : Gestion des produits explosifs

Lors d'un tir de mines, l'exploitant doit, à tout moment, justifier des quantités d'explosifs livrées et utilisées, ainsi que de la gestion des produits non employés.

Si une incohérence est détectée dans le suivi précité, l'exploitant en informe sans délai la gendarmerie, la préfecture et la DREAL.

Art. 8 : Mise à jour de l'étude de danger

L'exploitant transmet, sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de danger comprenant une étude des risques de projection lors des tirs et proposant les mesures de prévention à mettre en place.

Art. 9 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 10 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 11 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeurera déposée en mairies de SAINT-BÉAT et MARIGNAC et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies de SAINT-BÉAT et MARIGNAC pendant une durée minimale d'un mois. Le maire fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 12 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, les maires des communes de SAINT-BÉAT et MARIGNAC, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 28 AVR. 2025

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville
Barbara BALLA VOISNE